



Intervention lors de la réunion ministérielle de la Coalition pour le Sahel, tenue en visioconférence, le 12 juin 2020

**M. Amadou Ba,
Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur**

Son Excellence Monsieur Josep BORRELL FONTELLES, Haut-Représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de Sécurité ; Vice-Président de la Commission de l'UE ;

Son Excellence Monsieur Ismaïl Ould Cheikh AHMED, Ministre des Affaires étrangères de la République Islamique de Mauritanie ;

Son Excellence Monsieur Jean-Yves Le DRIAN, Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de la République Française ;

Excellences Mesdames, Messieurs les Ministres,

Chers participants ;

Sous le coup d'attaques terroristes quotidiennes d'une rare et aveugle violence n'épargnant ni civils ni militaires, le Sahel est devenu depuis près d'une décennie, un espace d'insécurité quasi-chronique. En plus des centaines de victimes civiles, nous pleurons la perte de près de 200 militaires des pays de la région et des partenaires, rien qu'au premier trimestre de l'année 2020. En cause, la sophistication des moyens stratégiques et opérationnels des groupes terroristes.

Face à ce péril, l'urgence est de redéfinir la stratégie pour préserver la survie nos Etats. Autrement, nos efforts de développement seraient compromis pour bien longtemps.

Cette première réunion ministérielle de la Coalition pour le Sahel, mise en place lors du Sommet de Pau de janvier 2020, vient donc à son heure. Elle remet sur la table l'impératif de redéfinir les domaines d'intervention prioritaires de nos initiatives, dans une approche concertée, pour restaurer durablement la sécurité au Sahel.

Son Excellence Macky SALL, Président de la République du Sénégal qui suit avec intérêt la tenue de nos assises, exprime son soutien et sa solidarité à tous les pays victimes des attaques terroristes. Il m'a également chargé de réaffirmer notre gratitude à nos partenaires dans cette lutte que nous gagnerons assurément en unissant nos forces.

Excellences, Mesdames et Messieurs ;

Nos assises mettent en relief quatre questions intimement liées auxquelles nous devons apporter des réponses collectives et concertées.

La coordination : Depuis l'éclatement de la crise sécuritaire dans le Sahel, plusieurs initiatives ont été lancées avec des milliers de militaires au front. Mais le constat, amer, est

que malgré tous ces moyens, nous n'avons pas encore réussi à endiguer la menace qui tend même à progresser vers les zones côtières.

Cela n'est tout de même pas synonyme d'échec car on n'imagine pas ce que serait le Sahel sans la présence de ces forces. Mais sans doute, une meilleure articulation des interventions aurait été gage d'une plus grande efficacité. L'enjeu est alors de définir l'approche de la coordination en fonction de critères objectifs qui emporteront l'adhésion de tous les acteurs. Déjà nous saluons les efforts consentis par les pays du G5 Sahel ainsi que les autres acteurs régionaux dont la CEDEAO et son Plan d'Action de lutte contre le terrorisme, l'UEMOA avec le Chantier Paix et Sécurité piloté par le Président Macky SALL, sans oublier la Force multinationale mixte du Bassin du Lac Tchad (FMM). Nous lançons un appel à une plus grande articulation avec l'ONU, l'UA, l'UE et les autres partenaires.

J'aimerais aussi évoquer à ce niveau l'importance de la coordination en matière de renseignement et de lutte contre les trafics transfrontaliers qui financent les groupes terroristes. Voilà un moyen efficace et moins onéreux si l'on veut atteindre nos objectifs !

Le renforcement des capacités des Etats membres : cette question qui ne peut être dissociée de l'aide au développement est capitale car la sécurité est avant tout une question de souveraineté nationale. Toutefois, devant des Etats dont l'insécurité remet en cause toute perspective de développement, l'investissement et les moyens de lutte contre le terrorisme, le soutien des partenaires régionaux et internationaux est crucial.

Ce soutien est d'autant plus nécessaire dans ce contexte de COVID-19. Il est crucial aussi sur la période post-COVID 19 compte tenu des énormes pertes causées par la pandémie sur nos économies qui connaîtront des chutes de croissance, parfois de moitié.

Il est tout autant nécessaire de recourir à un nouveau paradigme notamment en matière de financement de la paix et de la sécurité en Afrique. C'est tout le sens de l'appel du Président Macky SALL pour une plus grande flexibilité dans la détermination des critères de l'endettement afin de permettre aux Etats d'acquérir des équipements militaires extrêmement coûteux dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Enfin, sur le retour de l'Etat et des Administrations : il est évident que le retour ne peut se faire sans la pacification des zones frappées par l'insécurité. Toutefois, cela exige une approche holistique : militaire, politique et humanitaire. Il faudrait rétablir la confiance entre l'Etat et les communautés à travers le rétablissement de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance.

Je ne saurais clore mon propos sans aborder certaines externalités qui influent profondément sur la crise sécuritaire au Sahel. Il s'agit, en premier lieu, de la crise libyenne. Le Sahel ne sera pas stable sans la résolution définitive de cette crise.

L'autre élément essentiel porte sur les changements climatiques qui ont un effet dévastateur sur les conditions de vie des populations, favorisant ainsi la pauvreté extrême, l'exode rural, l'exclusion sociale, les tensions intercommunautaires autour des ressources naturelles, entre autres.

Je vous remercie de votre aimable attention.